

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 9 JUILLET
DIMANCHE 10 JUILLET 1977
N° 494 1,70 F

Commission paritaire : 56 942
Tél : 636 - 73 - 76

LE MOUVEMENT
DES FEMMES

QUELQUES CONCLUSIONS
(p. 6)

CHEIX-EN-RETZ

MANIFESTATION CONTRE LA CENTRALE NUCLÉAIRE
DU PELLERIN

VIOLENCES POLICIERES CONTRE LES PAYSANS

*Ils ripostent avec fourches
et jets de pierres*

A quelques jours de la clôture de l'enquête d'utilité publique (le 11 juillet) la coordination des comités de la Basse-Loire contre la centrale du Pellerin avait décidé d'empêcher la «mairie-annexe» (une estafette de location baptisée mairie pour les besoins de la cause) de pénétrer dans la commune de Cheix-en-Retz. L'enquête serait devenue alors juridiquement non valable. Cheix, commune proche du Pellerin, et concernée par l'enquête d'utilité publique, est connue pour sa quasi-unanimité à refuser la centrale.



C'était le 10 juin à Nantes.

Dès cinq heures du matin, pratiquement tous les habitants de Cheix, soutenus par des habitants du Pellerin, Nantes, etc..., barraient tous les accès de la commune. Les barrages étaient formés de dizaines de tracteurs, remorques, vieilles machines agricoles. A 9 h 30, une dizaine de cars de CRS et gardes mobiles, accompagnés d'un hélicoptère, prenaient position face à l'un des barrages. Sitôt les trois sommations faites avec des fusées rouges, les flics déclenchaient un tir tendu de grenades lacrymogènes. Tout le village était pris sous un nuage blanc. Les grenades n'épargnaient ni les maisons, ni les voitures.

de 300 manifestants, ne parvenaient pas à pénétrer au centre de Cheix, et, après négociation avec le maire du Pellerin et des élus de Cheix, ils se retiraient à la limite du village de Cheix. La «mairie-annexe» était installée là, juste derrière le panneau indicateur, sous la protection de près de 500 flics. Aucun commissaire-enquêteur ne prenait place dans l'estafette.

Dès hier soir CRS et gardes mobiles ont pris massivement position dans toutes les communes. Mais, après la violence de la charge des flics et leur sauvagerie (plusieurs millions de dégâts pour les tracteurs sabotés exprès : pneus crevés, pompes à injection et autres pièces enlevées) la détermination à empêcher la fin de l'enquête et la centrale du Pellerin ne peut que se renforcer.

L'affrontement, très violent, dura plus d'une heure. Les manifestants, armés de fourches et de longs bâtons, ripostaient par des jets continus de cailloux. Les flics avaient coupé le téléphone des abonnés de Cheix pour tenter d'isoler complètement le village.

Les CRS face à la riposte et à la détermination de plus

Correspondant Nantes.

AUBERVILLIERS

Deux ouvriers meurent asphyxiés dans un «accident du travail»

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.4)

MALVILLE 77

- L'OCCUPATION POLICIÈRE COMMENCE
- LA POPULATION PRÉPARE LE RASSEMBLEMENT

(LIRE NOTRE ENQUÊTE EN P.8)

RAPPORT DU CONSEIL
DES IMPOTS

**Une entreprise
sur deux
ne paie pas
d'impôts**

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.4)

GISCARD À CARPENTRAS

Vaines tentatives

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.2)

APRÈS L'ATTENTAT
CONTRE L'AMBASSADEUR
DE MAURITANIE

**L'intox et la réalité
de la guerre
de résistance du
peuple sahraoui**

L'attentat contre l'ambassadeur de Mauritanie à Paris a donné lieu à des commentaires aussi erronés que malveillants à propos de la situation créée à l'Ouest du Maghreb. Selon ceux-ci la lutte du peuple sahraoui menacerait de déstabiliser la région ou encore la cible du Front serait de renverser le régime mauritanien. En fait, si une grave menace pèse sur la région, elle a pris naissance avec l'invasion du Sahara dont le peuple avait chassé les colons espagnols. Et la menace qui pèse sur la Mauritanie se matérialise par un protectorat sans cesse renforcé du Maroc sur ce pays. Les menaces ne peuvent être écartés que par la fin de l'agression et la reconnaissance du droit à l'indépendance du peuple du Sahara.

(LIRE NOTRE ARTICLE EN P.5)

POLITIQUE

Giscard à Carpentras

VAINES TENTATIVES

A l'heure où nous mettons sous presse cette présente édition, il ne nous est pas possible de rendre compte du discours de Giscard à Carpentras. D'autant plus que le «secret» est bien gardé, comme on sait le faire dans les coulisses du pouvoir : depuis quelques jours, ce n'est qu'allusion à «l'importance» de ce discours, à son caractère «capital» même... Ce n'est pourtant pas en réaffirmant sa volonté de gagner les élections de 78, ce n'est pas en avouant sa volonté de prendre la tête de la majorité, ce n'est pas en lançant des appels, même pathétiques, même fermes, même virulents, à l'unité de la «majorité» que Giscard changera les choses.

L'exemple de Plœrmel est là pour le montrer. Les hésitations présidentielles, certains disent même les interrogations, face à la

politique économique de Barre, le poids déterminant du RPR de Chirac dans la «majorité», l'incapacité congénitale des groupuscules giscardiens à être autre chose justement que des groupuscules, tout cela ne peut être modifié par un simple discours. Depuis un an, le fossé s'est trop creusé pour qu'il soit possible de le combler.

Le reste, tout ce qui concerne la «sérénité des Français», «l'unité qui existe entre eux» et dont Carpentras serait le symbole avec l'intégration des rapatriés, ce n'est que du bavardage comme sait si bien en faire un Giscard qui de discours en déclaration télévisée, de réception en interview, cherche à masquer désespérément ce qui ne peut plus être : l'état de crise larvé et l'effilochement de sa «majorité».

A propos d'un article paru dans «les cahiers du communisme»

QUELLES PLACES POUR LE PCF DANS LES FUTURES INSTITUTIONS

Les tensions qui se manifestent en ce moment dans la renégociation du programme commun n'empêchent pas chacun des partenaires de prévoir déjà, et dans le détail, le fonctionnement d'un éventuel gouvernement de gauche après 78. C'était entre autres une des significations du discours de Mitterrand à Nantes, où il précisait, de fait, sa conception de premier ministre, quelque peu au-dessus des «petites affaires» et des programmes trop contraignants. La première réponse du PCF avait alors été de dénoncer le mythe de «l'homme providentiel». Aujourd'hui, les Cahiers du Communisme publient une étude sur «la démocratisation des institutions nationales».

A quelques jours de la discussion entre les partis de gauche de ce point précis du programme commun, on aurait tort de voir dans cette étude du PCF une série de propositions nouvelles : le rôle du premier ministre, celui du président de la république, la suppression de l'article 16, l'extension des prérogatives du parlement, tout cela est inscrit dans le programme commun

version 72, et ce ne sera certainement pas le point d'achoppement principal dans la négociation de la semaine prochaine.

«EXPERTS» OU «ELUS»

En fait, sous la signature de Gilles Masson, qui n'est qu'un porte-parole officieux du PCF, le parti révisionniste avance plutôt une interprétation propre, et une inter-

prétation qui va, c'est l'évidence, tout à fait dans le sens de ses intérêts ; il s'agit pour le PCF de ne pas avoir les mains liées par la participation à un gouvernement à dominante socialiste, tout en, et c'est le deuxième aspect, cherchant à profiter de cette présence dans les sphères dirigeantes de l'appareil d'Etat. L'optique de départ du PCF est donc bien l'existence de projets divergents entre lui et le PS, et par voie de conséquence la lutte qui se mènera inévitablement. Le PCF entend bien peser de tout son poids dans ce gouvernement de gauche, et ne pas être contraint de suivre les initiatives du premier ministre Mitterrand ou d'un quelconque ministre du PS. D'où l'insistance que «le caractère collectif du gouvernement» sur le fait que les ministres ne doivent pas être des techniciens, mais bien des

groupes de conséquences entre les deux clans aux projets capitalistes différents et le PCF se prépare à cette bataille. C'est dans la même optique que l'auteur de l'article insiste sur la nécessaire participation des secrétaires d'Etat au conseil des ministres, ainsi que le droit pour chaque ministre d'avoir accès en priorité aux décrets et travaux de ses collègues. La confiance règne.

LES RAPPORTS ENTRE GOUVERNEMENT ET PARLEMENT

Le but du PCF n'est bien sûr pas uniquement de défendre ses positions au sein du gouvernement. Comme aujourd'hui avec la renégociation du programme commun, il cherche à rendre public le débat, comptant bien s'appuyer sur les masses qu'il trompe encore comme pour en faire un moyen de pression au service de ses intérêts propres. C'est pour cela que le PCF met l'accent sur la nécessaire publicité des débats et travaux des différentes commissions parlementaires. De même il propose que le débat budgétaire, traditionnellement discuté à la session d'automne, soit précédé d'un premier débat au printemps : de la sorte, le parti de Marchais espère profiter de cette période intermédiaire pour mener sa campagne. L'expérience des municipalités d'Union de la Gauche se retrouve ici.

Pourtant, en ce qui concerne les rapports entre le parlement et le gouvernement, la position du PCF est plus nuancée, parce que plus difficile : d'un côté, il voudrait bien que le parlement soit à même de contrebalancer un gouvernement à dominante socialiste, et c'est pour cela qu'il propose de faire passer le nombre des députés à 600 au lieu de 490 aujourd'hui, mais d'un autre côté rien ne lui permet d'espérer avoir un nombre de députés ne serait-ce qu'approchant celui du PS. La solution, le PCF pense la trouver dans «le contrat de législature», un programme extrêmement précis et contraignant, voté par le parlement, et dont le gouvernement ne pourrait plus s'éloigner. C'est bien sûr le programme commun qui est proposé comme premier contrat de législature, «non pas de manière explicite ou implicite, mais in extenso». Le PCF avance ses pions, prudemment il est vrai. En tout état de cause, ses propositions montrent à quel point on se prépare d'un côté comme de l'autre, à un affrontement sévère, au sein même du gouvernement, entre tenants de projets différents.

Nicolas DUVALLOIS

Télé Publicité

Les prises de positions contradictoires continuent à se succéder à gauche à propos de la publicité à la télévision. Defferre, reprenant les termes du programme commun, avait proclamé qu'elle serait supprimée. François-Régis Bastide, rapporteur de la commission du PS sur l'audio-visuel, avait pris une position contraire. Cette fois-ci, c'est le rédacteur en chef de l'Humanité, Andrieu, qui demande que la publicité soit maintenue.

Tirez les premiers

A la veille du discours de Giscard, Chirac s'était refusé à toute prise de position sur la situation interne de la «majorité». «Parce que le chef de l'Etat doit prendre la parole demain, et qu'il ne serait pas convenable pour moi d'évoquer des problèmes de politique intérieure avant qu'il ne se soit prononcé». Le prétexte est classique : le président du RPR l'utilise à chaque fois que Giscard va parler, pour pouvoir ensuite déterminer sa réponse en fonction des prises de position giscardiennes.

La prière de l'Humanité

Les évêques de France, dans une déclaration spéciale, indiquaient qu'il y a «incompatibilité entre la foi chrétienne et le marxisme». Le PCF s'est senti visé, et Gremetz répond dans l'Humanité. Selon lui, «cette déclaration de caractère essentiellement idéologique s'adresse aux chrétiens». C'est à dire que Gremetz lave les évêques du soupçon d'avoir voulu barrer la route à ceux des chrétiens qui sont tentés politiquement par le PCF. Il s'agit évidemment de les mettre à leur aise, en laissant entendre que cette orientation n'est pas contradictoire avec la déclaration épiscopale. Mais, doit bien reconnaître Gremetz, «certains utiliseront la déclaration de l'épiscopat à leurs fins politiques propres, alors que leur pouvoir, celui de l'argent, est si néfaste à l'homme et à notre pays». En clair, c'est la reconnaissance du fait que cette déclaration est dirigée contre le PCF.

Programme commun

La renégociation a continué jeudi après midi et dans la soirée. Il s'agissait de la poursuite de la discussion sur les nationalisations. Selon certaines informations, le PS aurait fait des concessions sur la question des indemnités. Mais le problème de l'extension à de nouvelles entreprises, réclamée par le PCF, ne semble pas avoir été réglé.



Comme aujourd'hui dans ses municipalités, (ici St-Etienne du Rouvray), le PCF entend jouer la carte de la «démocratie» pour contrer le PS.

Encore un tour de piste

L'autorité du port de New-York, qui examinait une fois de plus la question de l'atterrissage de Concorde, a décidé de repousser sa décision au mois de septembre, quand le résultat de la période d'essais de Washington sera connu. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a déclaré que cette attitude était «abstinée, discriminatoire, et intolérable».

Un coup pour rien

Les fameuses négociations salariales, sur lesquelles Bergeron de FO faisait si grand bruit, tournent court comme on pouvait s'y attendre. La première réunion, qui concernait la RATP, a débouché sur une décision... de se revoir en septembre ! De combien les prix auront-ils encore monté d'ici là ?

«élus du suffrage universel».

Le but est bien d'éviter la présence du gouvernement des fameux «experts» du PS pour autant que ceux-ci continueraient comme aujourd'hui à ne pas être députés.

LE PARTAGE DES MINISTRES

De la même manière, le PCF pose ses jalons en ce qui concerne les fameux ministères-clés : les «Cahiers du communisme» insistent sur le fait qu'un ministère de tutelle de la sécurité sociale gèrerait les 2/3 du budget de l'Etat, et donc, n'est-ce pas, qu'il s'agirait là d'un ministère important. Même raisonnement en ce qui concerne le ministère de la justice, «capital dans l'extension des libertés». En tout état de cause, le partage des ministères sera une bataille politi-

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

Crédit Lyonnais (Paris)

JOURNÉE DE GRÈVE DE 24 HEURES HIER

La direction maintient son intransigeance

Succédant aux trois semaines de débrayages engagés par une partie des employés, c'est hier que les organisations syndicales CGT, CFDT et FO des établissements du Crédit Lyonnais appelaient à cesser tout travail, cette fois pendant une durée de vingt-quatre heures.

Hier matin, quelques centaines d'employés venus pour la plupart du centre de la rue de Guétry (là où se trouve l'essentiel des services de la banlieue, à Paris), se sont retrouvés devant le siège du Crédit Lyonnais, boulevard des Italiens. Pendant qu'ils scandaient à intervalles réguliers, différents mots d'ordre : «*Nous voulons, nous aurons la prime*» «*Le Lyonnais peut payer*», une délégation syndicale se rendait auprès de la direction, rencontrant entre autre le PDG de la banque, Brossolette, bien connu pour avoir été, un des membres du secrétariat de la Présidence de la République. Après une heu-

re d'entrevue, les délégués syndicaux revenaient dans le hall de la banque où s'étaient massés les grévistes. A propos de la prime de 1500 francs dont les employés réclament le paiement, Brossolette se contentera de dire «*qu'il n'était pas impossible qu'il y ait quelque chose*».

C'est à dire au mieux en septembre ! En ce qui concerne les salaires, ce sera la même réponse vague : «*Nous pourrions entamer prochainement des négociations sur la question du pouvoir d'achat.*»

Trois semaines de débrayages n'ont pas fait reculer la direction du Crédit Lyonnais sur son projet de suppression de la prime de 1500 francs annuelle. La nécessité d'envisager une action plus dure et qui soit susceptible de rallier une majorité d'employés, tels étaient les points mis en avant hier.

Conférence agricole annuelle

- Barre veut augmenter le taux des prêts
- Un moyen supplémentaire pour éliminer les petits paysans

C'est hier que Barre présidait la conférence agricole qui se tient traditionnellement chaque année entre le gouvernement et les organisations syndicales agricoles. Une des questions très discutée aura été sans conteste celle des taux d'intérêts des prêts effectués par le Crédit Agricole. On sait que le Crédit joue un rôle important dans la restructuration capitaliste de l'agriculture : les prêts qu'il accorde sont conditionnés par de multiples facteurs dont la solvabilité des paysans n'est pas un des moindres (superficie, etc...). Les prêts sont accordés aux gros et moyens paysans. Barre entend accélérer les choses : il a estimé que le taux d'intérêt demandé par le Crédit Agricole était trop bas (4,5 % remboursables sur 25 ou 30 ans) obligeant l'Etat à verser chaque année, un certain nombre de subventions. Aussi, pour en finir avec cet état de fait, il a proposé que le taux d'intérêt accordé par le Crédit Agricole soit augmenté. En clair, une telle mesure, une fois passée dans la pratique, aurait bien entendu comme conséquence l'élimination d'un nombre encore plus grand de paysans, ne pouvant effectuer des prêts qu'ils pourraient difficilement rembourser.



Janvier 76 : Les viticulteurs du midi à l'action contre les importations de vin. Sur notre photo les viticulteurs engagent la discussion avec un routier.

16 mois après l'assassinat d'un paysan à Montredon

Deux viticulteurs devant le tribunal de Bourg-en-Bresse

Il y a 16 mois, les viticulteurs du midi rentraient en mouvement, exprimant leur colère contre la situation qui leur était faite (et notamment contre l'importation de vins de l'étranger). La seule réponse du pouvoir face à cette lutte fut de faire quadriller la région par ses flics, quadrillage qui aboutira à l'assassinat d'un viticulteur à Montredon les Corbières.

Un fait avait grossi la colère des viticulteurs et accéléré leur mise en mouvement : les chaix d'un négociant en vin, trafiquant connu, Pierre Ramel, à Charnoz près de Meximieux, ayant été saccagés, deux viticulteurs soupçonnés d'avoir participé à cette action, Michel Olive et Salvador Domenech, avaient été arrêtés.

16 mois après, ces deux viticulteurs viennent de passer devant le tribunal de grande instance de Bourg-en-Bresse, dans le département de l'Ain. Ils ont comparu, accusés d'avoir participé «à une

action concertée, menée à force ouverte des termes clairement empruntés à la sinistre «loi anti-casseurs» !

Curieusement, la bourgeoisie a passé sous silence ce procès, craignant de ranimer la colère des viticulteurs, un colère qui est loin d'être éteinte.

La justice bourgeoise a d'ailleurs été obligée d'admettre que le dossier de l'accusation était «particulièrement mince». Le procureur en outre a été obligé d'affirmer que les éléments retenus pour accuser Michel Olive et Salvador, n'étaient pas très nets ni satisfaisants !

Recul ? Il reste que le procureur a requis contre les deux viticulteurs, comble de la provocation, une peine de six à huit mois d'emprisonnement et avec sursis. «Dans un but d'apaisement» a-t-il déclaré. Les viticulteurs ne sauraient laisser condamner, même à des peines «légères» leurs camarades !

Le jugement sera rendu le 28 septembre.

De notre correspondant de St Brieuc

Garotte (Dinan) : 5ème semaine d'occupation

Contre les salaires les plus bas de France

Quatre-vingt ouvriers et employés de l'usine «Garotte» (fabrication de crêpes-dentelles) à Dinan, occupent leurs locaux de travail depuis le 31 mai (depuis le 13 mai pour les employés administratifs) afin

d'obtenir une augmentation de leurs salaires. Celle-ci est, depuis le début du mouvement, refusée par la direction qui pour cela, se retranche derrière le plan Barre. Pour avoir une idée de ce que sont les salaires chez Garotte, il suffit d'écouter ce qu'en dit la fédération nationale CFDT de l'alimentation : «*Ce sont les plus bas de France*» affirmait-elle dernièrement !

Outre les soutiens divers qui leur sont adressés (le Conseil Général des Côtes-du-Nord a voté une subvention, soutien des ouvriers de la région dinanaise), les hommes et femmes, ont décidé de travailler dans la nuit du 29 au 30 juin et ont vendu l'intégralité de leur production.

La direction tente toutes les manœuvres pour briser la grève. Ainsi, dimanche soir 3 juillet, alors que les ouvriers allaient reprendre à leur compte la production, ils ont pu constater que la direction avait fait enlever une pièce importante sur chaque four. Elle a aussi assigné en rétéré

les ouvriers de l'usine et les responsables syndicaux de la section CFDT pour les motifs «*occupation des lieux de production au delà des heures de travail*», «*production illicite et vente des «garottes*», et «*présence de membres étrangers*», toutes choses qui constituent pour la direction une «*atteinte intolérable au droit de propriété ainsi qu'une atteinte à la liberté du travail des non-grévistes*».

C'est un prétexte connu par lequel bien souvent le patronat justifie l'expulsion ! D'ailleurs la direction vient d'ordonner «*l'expulsion immédiate de toutes les personnes occupant l'usine et ce, avec l'aide de la force publique, si besoin est*»

Parallèlement, elle a fait venir à l'usine, du personnel administratif pour remplacer les grévistes.

Mais les travailleurs de la «*Gavotte*» ne sont pas décidés à se laisser intimider. «*La grève se durcira encore si besoin est*» affirment-ils.

Chaffotaux et Maury (St Brieuc)

150 intérimaires exigent leur réembauche

150 travailleurs intérimaires de l'entreprise Chaffotaux et Maury à St Brieuc risquent de se retrouver au chômage aujourd'hui 8 juillet, date de la fermeture temporaire de l'usine, sans qu'aucune certitude de réemploi ne leur soit donnée.

Les travailleurs intérimaires vivent dans des conditions scandaleuses : ils ont des salaires très inférieurs à ceux des ouvriers titulaires pour le même travail, aucune garantie d'emploi, et ne bénéficiant d'aucun des avantages sociaux habituels.

Certains sont employés à Chaffotaux et Maury depuis six mois, d'autres depuis deux jours seulement. Les agences intérimaires ne sont que des réserves pour le marché du travail, et elles permettent ainsi de dégonfler artificiellement les statistiques du chômage. «*Ecco = négrier... Mais c'est moi, répondit Ecco*» scandaient les manifestants le 24 mai.

D'autre part, une partie des 105 travailleurs a subi une visite médicale très poussée huit jours avant la fermeture. Il est clair que la direction se réserve ainsi le droit de choisir les plus robustes pour un éventuel réembauchage. C'est le réembauchage de tous, que nous devons exiger !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Rapport du conseil des impôts

Une entreprise sur deux ne paie pas d'impôts

Le Conseil des Impôts, organisme créé par Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances en 1971, a remis un rapport sur les bénéfices industriels et commerciaux. Bien des aspects de la fiscalité que l'on soupçonnait y sont clairement établis et précisément chiffrés. Que ce soit en usant de dispositions légales ou en fraudant une majorité de sociétés, pour ne pas dire la totalité camoufle une partie ou le tout de leurs bénéfices au fisc.

En quinze ans, de 1960 à 1975, l'impôt sur le revenu a été multiplié par 9,3, celui des sociétés par 5,5. La cause n'en est nullement mystérieuse, les gouvernements qui se sont succédés ont tous eu pour souci d'accorder des mesures allégeant les impôts des sociétés : amortissement dégressif, provisions pour hausse des prix. Au cours de cette période, déclare le Conseil des Impôts, « le résultat d'exploitation des sociétés, Banque de France exclue, a cru environ une fois et demie plus vite que l'impôt sur les sociétés ».

Selon les nécessités économiques de l'heure, dans le cadre de la politique de restructuration de l'économie, des avantages fiscaux, des exonérations partielles ou totales ont été accordées à certaines sociétés. Ainsi, le Crédit Agricole, troisième banque mondiale est totale-

ment exonéré de l'impôt sur les sociétés.

En dehors de tous ces moyens légaux, les sociétés capitalistes peuvent avoir recours à des degrés divers à la fraude que facilite la législation. Les moyens de fraude sont bien connus : gonflement des frais généraux déductibles ; frais de réception, de voyage... dont il est difficile, souligne le rapport d'apprécier le caractère justifié ; les provisions excessives, partie du bénéfice mise en réserve en vue de faire face aux fluctuations de l'activité économique et qui sont exonérées. Il y a également la fraude pure, omission de déclarations de recettes, fausses facturations... Plus de 40% des entreprises ne paient pas d'impôts parce qu'elles se déclarent déficitaires (20% d'entre elles) ou ne déclarent aucun bénéfice, grâce à divers subterfuges comme celui-ci : « Il arrive que la rémunération du dirigeant de l'affaire soit calculée de façon à épuiser le bénéfice de l'entreprise. Celle-ci échappe alors à l'impôt sur les sociétés, et le revenu qu'elle procure est taxé entre les mains du chef d'entreprise sous la qualification de salaire ».

Rapport intéressant donc, qui confirme que les capitalistes sont moins touchés par l'impôt que les travailleurs, mais rapport destiné à rejoindre d'autres du même genre dans les cartons.

L'Alsace en lutte contre le programme nucléaire

OCCUPATION D'UN PYLONE EDF A HEITEREN

La lutte n'est pas terminée en Alsace malgré la mise en marche de deux réacteurs nucléaires à Fessenheim.

La lutte continue par l'occupation d'un pylône EDF à Heiteren, contre la construction de nouveaux réacteurs à Fessenheim et l'implantation d'une centrale à Gerstheim. C'est dans ce village qu'aura lieu dimanche la fête du soleil pour laquelle on attend beaucoup d'Alsaciens, mais aussi d'Allemands.

On se prépare activement en Alsace à participer à la marche sur Malville et aux autres marches de l'été, mais on est conscient qu'il est essentiel de rester mobilisé sur les luttes engagées dans la région. C'est la situation au pied du pylône occupé de Heiteren qui exige actuellement le plus de vigilance. En effet, après la mise en fonctionnement du réacteur numéro 2 de la centrale de Fessenheim et le redémarrage imminent du réacteur 1, arrêté à la suite d'un nouvel incident technique, la volonté d'EDF est de mettre en service au plus vite la ligne haute-tension Fessenheim - Méry-sur-Seine (Région Parisienne)

qui est pratiquement terminée. Déjà une tentative a eu lieu pour achever le montage du pylône de Heiteren, tentative qui a pu être repoussée grâce à une rapide mobilisation. Mais l'attitude du préfet fait craindre une évacuation par la police pendant la période des vacances. Rappelons que les occupants de Heiteren demandent l'arrêt de Fessenheim 1 et 2, la non-construction de Fessenheim 3 et 4, et l'obtention d'un certain nombre de garanties élémentaires, exigences soutenues par plus d'une centaine de communes alsaciennes.

Sur l'autre site occupé d'Alsace, au pied d'un

pylône météorologique, à Gerstheim-Erstein, l'occupation qui dure depuis le 26 janvier a pris son rythme de croisière. Les habitants d'une soixantaine de villages environnants se relaient dans la coquette Maison de l'Amitié (Freundschaft's Hüss) désormais bien installée. Il y a même des fleurs aux fenêtres. Elle symbolise la détermination des occupants de tenir tout le temps qu'il faudra, c'est à dire tant que l'assurance qu'il ne sera pas construit de centrale nucléaire sur le site ne sera pas formellement donnée et qu'en conséquence, le pylône d'étude météorologique ne sera pas démonté. C'est une lutte de longue haleine, car ici EDF est moins pressée, mais le pouvoir qui compte sur la démobilisation et la lassitude en est pour ses frais.

Dans le Sundgau, au sud de Mulhouse, c'est à l'éventualité d'une autre occupation que la population se prépare. Il s'agit de s'opposer à la construction du

Canal Rhin-Rhône à grand gabarit, qui sacrifierait toute une région et ses habitants à la soif de profits de quelques grands groupes capitalistes français et européens. Des Assises régionales se sont tenues fin juin à Sochaux pour fédérer tous les opposants au Canal, venus du Jura, du Doubs, du Territoire de Belfort et d'Alsace, et pour organiser la résistance. Dès le 2 octobre, quatre rassemblements seront organisés sur l'itinéraire du futur canal pour mobiliser la population. Il est prévu de réagir dès l'annonce des premiers travaux. D'autre part, un Groupe Foncier Agricole (GFA) a été créé afin d'effectuer des achats de terrains menacés par l'expropriation.

Il faut souligner qu'un nombre relativement élevé d'Alsaciens ont participé aux marches et manifestations qui ont eu lieu dans les régions voisines d'Allemagne et de Suisse : Marche de la Pentecôte, contre la construction de centrales nucléaires dans la haute vallée du Rhin. Cette marche internationale a duré trois jours et a traversé de nombreux sites d'implantation prévus ou déjà en construction (Kaisergrust, Leibstadt en Suisse, Rheinselden, Schwörstads en Allemagne) ; manifestation à Gôagen en Suisse le 25 juin, et le 2 juillet, qui toutes deux ont été sauvagement réprimées par la police.

La coopération par dessus les frontières entre les populations pour s'opposer ensemble aux différents programmes nucléaires gouvernementaux s'impose de plus en plus sur les rives du Rhin comme une nécessité et comme une réalité qui grandit.

De notre correspondant : T. Walter



Aubervilliers :

Deux ouvriers meurent asphyxiés dans un « accident du travail »

Il était quatorze heures, ce mercredi, des ouvriers de l'entreprise de démolition STIO travaillaient au démontage des installations de l'ancienne papeterie Lourdelet, au 16, rue Henri Barbusse à Aubervilliers (Seine Saint Denis). Alors qu'ils démontaient une pompe, des vapeurs d'hydrogène sulfureux qui s'étaient accumulées dans les tuyauteries se dégagèrent brusquement. Les six ouvriers qui travaillaient à cet endroit s'écroulèrent, asphyxiés par ce terrible gaz toxique. Secours par des riverains, trois d'entre eux, les plus touchés, étaient transportés à l'hôpital, Fernand Vidal, et trois autres dans un état moins grave à l'hôpital franco-musulman de Bobigny. Deux sont morts à l'hôpital Fernand Vidal, Patrick Rougeot, 25 ans, chef d'équipe et Jean-Louis You, 29 ans, O.S. Un troisième, Bernard Lemerrier, 55 ans, O.S. était dans un état grave, les trois ouvriers hospitalisés à Bobigny, Daniel Retion, Wilme Werberet Nasser Zamouche, ne sont plus en danger.

Il y a un an, malgré une dure lutte, les ouvriers de la papeterie Lourdelet n'avaient pu empêcher sa fermeture et leur licenciement. Le patronat qui avait mis à la rue plusieurs dizaines d'ouvriers est probablement aussi à l'origine de l'accident mortel de mercredi. Comment admettre que les ouvriers n'aient pas été prévenus du danger qui les menaçait ? Le gaz qui les a tués, l'hydrogène sulfureux, ne s'est pas formé sous l'effet du hasard. La direction de la papeterie ne pouvait ignorer ce danger, sa responsabilité est engagée. L'inspection du travail d'Aubervilliers, chargée de l'enquête indiquera-t-elle les responsabilités ? Les responsables doivent être inculpés.

Procès du gang des Lyonnais : Vidal s'en sort

L'avocat général demandait la réclusion criminelle à perpétuité pour Edmond Vidal, chef du gang des Lyonnais et pour son lieutenant Jean Pierre Grandbeuf, il n'a pas été suivi par le jury, loin s'en faut. Après les délibérations le président donnait le verdict : dix ans. Immédiatement, la salle composée d'amis de Vidal applaudit, Grandbeuf est condamné à 15 ans, la femme de Vidal à 5 ans avec sursis, sa peine est couverte par la détention préventive, elle est donc libre. Les autres membres du gang écoperont de peines s'échelonnant de 10 à 5 ans.

C'est bien un succès pour Vidal et pour son système de défense. Il est vrai que malgré toutes les fortes présomptions qui pèsent sur lui et sa bande, malgré les soupçons sur sa participation au hold up de Strasbourg, peu de preuves matérielles n'avaient pu être réunies contre lui. Malgré deux ans et demi de filature les deux équipes de policiers qui suivaient les membres du gang n'ont jamais pu ou voulu ou été autorisés à les prendre en flagrant délit.

Vidal a très bien fait comprendre qu'il en savait beaucoup sur ceux pour lesquels il travaillait. Il a lâché quelques petites révélations sur les services rendus au SAC et à certains partis de la majorité et à des patrons pour briser des grèves, mais en prenant soin de ne pas trop en dire, il n'a nommé que des morts. Ce chantage a été bien compris, ce qui explique la légèreté de la peine.

Programme de la fête du soleil

La fête est organisée par le CODEG (comité d'organisation et de défense du site d'Erstein-Gerstheim) et le MRJC (mouvement rural de la jeunesse chrétienne).

- 9 h : jeux et concours inter-villages.
- 11 h 30 : apéritif et repas avec le chanteur Francis Keck.
- 14 h à 16 h : parcours à vélo en direction de l'étang de la pêche avec le chanteur Hervé Chevalier.
- 20 h : projection du film « Ni ici, ni ailleurs » sur la lutte à Gerstheim.
- 21 h : spectacle des Scheligermer.
- 22 h : Bal.

Exposition-débat sur la lutte des habitants du Marais

Les comités des habitants du Marais à Paris, poursuivent la lutte malgré la décision du Conseil de Paris d'effectuer une rénovation lourde accompagnée d'expulsions des habitants. Six familles occupent dans des logements vides dans ce quartier depuis plusieurs mois. Le tribunal a demandé leur expulsion. On peut craindre que cette expulsion ne se fasse au mois d'août. L'intercomité du Marais se prépare à cette éventualité. Il organise actuellement une exposition-débat sur la lutte du Marais au 25 rue Saint Paul, de 10 h à 18 h tous les samedis et dimanche.

INTERNATIONAL

Après l'attentat contre l'ambassadeur de Mauritanie

L'INTOX ET LA RÉALITÉ DE LA GUERRE DE RÉSISTANCE DU PEUPLE SAHRAOUI

L'assassinat de l'ambassadeur de Mauritanie à Paris, bien qu'il n'ait rien à voir avec la lutte du peuple sahraoui, est le prétexte pour développer une série d'explications sur la situation existant dans la région, exprimant plus ou moins directement le point de vue gouvernemental. Ainsi, arguant des opérations spectaculaires de Zouerate et de Nouakchott qui ont précédé l'attentat de Paris, est répandue à flot l'idée que l'objectif du Front est de renverser le régime de Ould Daddah. Les «Échos» expriment d'une façon plus générale ce point de vue en affirmant que «les extrémistes de deux bords cherchent à... créer dans cette zone un foyer d'instabilité».

L'instabilité existe dans cette zone depuis exactement le mois d'octobre 1975, lorsque le roi du Maroc a envoyé la «marche verte» et ses troupes organiser l'invasion du Sahara. L'instabilité date aussi du 14 novembre 1975, date à laquelle fut signé l'accord tripartite entre le Maroc, la Mauritanie, l'Espagne, par lequel l'Espagne coloniale, chassée par la lutte armée du peuple sahraoui, remettait aux deux pays voisins son ancienne colonie. Il n'y a pas d'autre cause à la guerre qui se poursuit, depuis cette date que la tentative de Hassan II d'imposer à un peuple qui s'était libéré une nouvelle tutelle, et la résistance armée qui le tient en échec depuis cette date.

QUI SONT LES AGRESSEURS ?

Si l'on regarde ce qui s'est passé au cours des vingt mois écoulés, il apparaît que le Maroc a mis en œuvre des moyens très importants (plus du tiers de son armée), qu'il a mis en pratique plusieurs tactiques, qu'il a organisé des crimes de génocide particulièrement odieux mais il apparaît également qu'au bout de 20 mois les troupes marocaines n'ont pu s'imposer au Sahara. Bien qu'elles aient établi quelques solides points d'appui elles n'ont pu étendre leur contrôle sur aucune zone un peu vaste du territoire. A chaque fois qu'elles l'ont tenté, l'opération s'est achevée par une défaite ou par l'obligation d'y renoncer.

C'est donc dans la défense de leur territoire que les combattants sahraouis ont concentré le plus gros de leurs forces et qu'ils ont remporté leurs victoires les plus importantes.

Sur cette base ils ont décidé de porter la guerre sur le territoire de l'ennemi, au Sud Maroc et en Mauritanie. C'est presque chaque semaine que des opérations, autrement plus significatives du point de vue militaire se déroulent ainsi et s'il y a combat en Mauritanie et au Maroc c'est que les régimes de ces deux pays, ont déclaré la guerre au peuple sahraoui et envoyé des troupes pour les soumettre.

Ces opérations militaires remplissent d'ailleurs un double objectif. D'abord un objectif militaire qui est de saper les bases arrière de l'agression, d'où les attaques fréquentes contre Bir Mogh-

rein en Mauritanie, contre M'sied, et d'autres garnisons du sud Maroc parfois à plus de 120 kilomètres de la frontière.

Ensuite elles ont une grande signification politique : le roi du Maroc et le président mauritanien ont expliqué à leur peuples que le peuple sahraoui était d'accord avec la partition, que les peu nombreux résistants avaient d'ailleurs été décimés par leurs vaillantes apporter la preuve du contraire.

LA TUTELLE MAROCAINE EN MAURITANIE

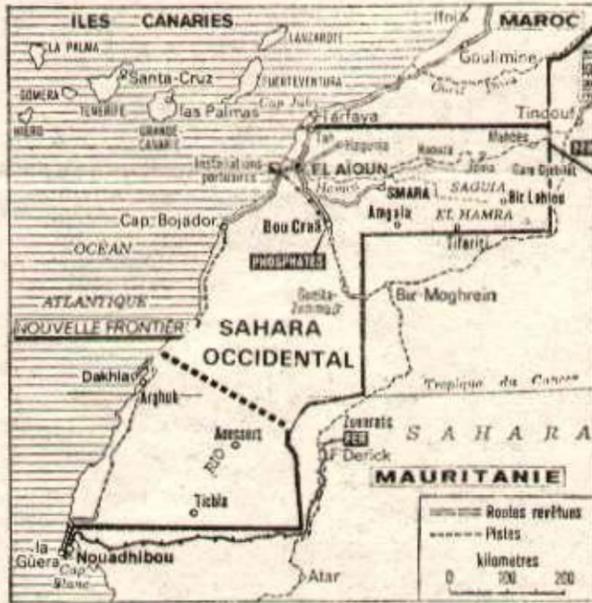
C'est d'ailleurs en Mauritanie que cet aspect politique a pris la plus grande importance. Il arrive fréquemment que les unités du Front occupent plusieurs heures une localité située très loin au sud, après en avoir neutralisé la garnison. C'est alors l'occasion de meetings politiques, de discussions organisées avec la population.

Ainsi se renoue une tradition de solidarité profonde entre le peuple mauritanien et le peuple sahraoui. Cette solidarité trouve une assise d'autant plus grande que, au fur et à mesure, que se poursuit la guerre, le royaume du Maroc appesantit de plus en plus son protectorat sur la Mauritanie. Des bases militaires, des conseillers, une alliance militaire, «le pacte de défense commune» établit une domination de plus en plus forte du Maroc sur la Mauritanie et sont la cause de batailles rangées occasionnelles entre les troupes des deux pays.

Ainsi la souveraineté de la Mauritanie est menacée par les ambitions marocaines que la poursuite de la guerre permet de réaliser, ainsi la configuration politique de la région risque d'être bouleversée par l'expansionnisme marocain.

Les défaites rencontrées par le régime Ould Daddah dans sa tentative d'annexion du Sahara, les difficultés qui viendront inévitablement le frapper du fait de la poursuite de la guerre de libération menée par le peuple sahraoui et de l'opposition croissante en Mauritanie, non seulement à la poursuite de la guerre, mais également à la pénétration marocaine, minent le régime dont la faillite a pris naissance dans la tentative de s'emparer du Sahara et l'échec de celle-ci.

Grégoire CARRAT



Après l'attentat contre l'ambassadeur de Mauritanie démenti du Front Polisario

Dès l'annonce de l'attentat à Paris, contre l'ambassadeur de Mauritanie, par un groupe se faisant appeler «Brigade internationale El Ouali Mustapha Sayed», le Front Polisario a rendu public un communiqué dans lequel il dément toute participation à l'organisation de l'attentat.

Communiqué du Front Polisario

«Nous apprenons avec indignation et étonnement, par des informations de presse, que le nom du glorieux martyr El Ouali Sayed a été mêlé à un acte qui est fondamentalement contraire aux principes et aux idéaux qu'il n'a cessé de prôner avec honneur et courage. Le recours à ce genre de méthode ne peut être qu'une réaction désespérée de nos ennemis devant nos récents succès militaires et diplomatiques. Cette provocation vise vainement à entamer le crédit de la lutte de notre peuple et à semer la confusion. L'on sait que Paris a toujours été choisi par les Services de renseignements marocains et leurs complices pour exécuter de pareilles besognes.»

L'INTOX DE LA RADIO ET DE LA PRESSE

Mais, les premières éditions de la radio et de la presse, qui ont suivi l'annonce de la nouvelle, n'hésitent pas à impliquer le POLISARIO dans l'attentat. France Soir titre «Le POLISARIO revendique l'attentat». Le raisonnement suivi par le journal était le suivant selon un collaborateur du quotidien : du fait que El Ouali était l'ancien secrétaire du Front et que le commando se réclamait de son nom, ce ne pouvait être que des membres du front qui le constituaient. Une intoxic organisée. L'annonce sera retirée de la une dans l'après midi quand il sera patent que le POLISARIO est étranger à cette affaire.

FRANCE-NOUVELLE ZELANDE

Brian Talboys est en visite officielle à Paris pour cinq jours, principalement pour discuter des exportations de produits agricoles néo-

zélandais en direction de la CEE. Ces exportations constituent le fondement de l'économie néo-zélandaise, une application trop stricte des tarifs et des contingentements des achats de la CEE risquerait de remettre en cause le sort de cette économie. La Nouvelle Zélande vient négocier l'appui français auprès de la CEE.

Angleterre

Après les mineurs

Les transporteurs refusent le contrat social

Mercredi dernier, à Douglas (île de Man) le puissant syndicat des transporteurs, le plus important syndicat britannique avec près de 2 millions d'adhérents, a rejeté à son tour le contrat social de limitation des salaires. Et ceci, en dépit des efforts déployés par le secrétaire général du syndicat, Jack Jones pour tenter de convaincre le congrès de «ne pas compromettre l'effort de redressement économique».

Cette décision des transporteurs fait suite à celle des mineurs qui, 24 heures avant, refusaient, eux aussi, le contrat social et exigeaient le doublement de leur salaire. Les travailleurs anglais ne veulent plus d'un contrat social qui a fait baisser leur salaire depuis 2 ans d'au moins 15%. Et ils rejettent leurs directions syndicales qui avaient été les artisans de ce contrat avec le gouvernement travailliste. Depuis le début de cette année, des grèves

«sauvages», contre la volonté des syndicats, ont éclaté chez les imprimeurs du Times, les outilleurs de la British Leyland, les électriciens des aciéries de Port Talbot, et les techniciens de la British Airways pour réclamer des augmentations de salaire dépassant largement celles négociées par leurs directions syndicales avec le gouvernement. Les congrès qui doivent se tenir dans les semaines prochaines pourraient suivre les mêmes décisions que celles des mineurs et des transporteurs. D'ores et déjà, au Congrès National des TUC (Confédération nationale syndicale) qui se tiendra en septembre, une majorité s'est dégagée contre la poursuite de ce contrat social. Ceci ne va qu'aggraver la situation de crise de la bourgeoisie britannique. Le gouvernement travailliste perdant le soutien de son aile syndicale, des élections anticipées à l'automne paraissent de plus en plus probables.

ESPAGNE : LES SYNDICATS CONTRE LE PACTE SOCIAL

Dans une réunion organisée entre les dirigeants des centrales syndicales (commissions ouvrières, Union générale des Travailleurs, Union Syndicale Ouvrière) et les dirigeants des principales entreprises du pays, les syndicats espagnols ont refusé tout plan d'austérité.

ERYTHREE : PRISE DE KAREN PAR LES FORCES DE LIBERATION

Le Front Populaire de Libération de l'Erythrée (FPLE) s'est emparé de l'importante ville de Karen après de violents combats au cours desquels cinquante soldats éthiopiens ont été tués et quatre autres faits prisonniers.

TURQUIE : RETOUR AU POUVOIR DES PARTIS BATTUS AUX ELECTIONS

Le gouvernement de Bulent Ecevit, président du Parti Républicain du Peuple n'aura duré que 12 jours, il

vient d'être renversé par l'Assemblée nationale. Le président de la république a fait appel à Demirel pour reconstituer la coalition du Front nationaliste au gouvernement avant les élections du 5 juin. Or c'est l'incapacité des trois partis de ce front à s'entendre pour maîtriser la crise qui avait provoqué les élections anticipées du 5 juin. Elections où ils avaient été battus.

CEE ET CRISE : REVISION EN BAISSÉ DES PERSPECTIVES 77

Les experts de la CEE ont déposé un rapport sur les perspectives de développement de la production au cours de l'année 77. En dehors de l'Italie les chiffres des différents pays sont en baisse : 4 à 4,5 % d'augmentation de la production pour l'ensemble contre 5 % initialement prévus, de 3 à 3,5 % contre les 5 % prévus pour la France. Seule l'inflation augmente plus vite que prévu : de 7 à 8 % prévus elle sera en fait largement supérieure à 10 %. Les experts qui avaient promis précédemment une amélioration pour 77 ont décidé de repousser pour 78 leurs prévisions optimistes.

«Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération des femmes»

Le mouvement des femmes :

QUELQUES CONCLUSIONS

- 2 -

Enquête de Jean-Paul GAY

A la différence du mouvement des femmes italien qui, pour une partie, entretient d'étroits liens avec les organisations de gauche, le mouvement des femmes en France s'est développé dès le début des années 70, de manière tout à fait autonome par rapport aux partis de gauche. Tandis que le courant «luttés de classes» s'est renforcé en son sein, que sa référence à la lutte contre le capitalisme et à la nécessité du socialisme s'est affirmé, le mouvement des femmes, en France, a confirmé sa volonté d'indépendance vis-à-vis des partis politiques. La remarque d'une militante du Crédit Lyonnais, selon laquelle la majorité des femmes du mouvement ne sont pas «organisées politiquement, se reconnaissent sur une base de luttes de classes et se situent à l'extrême gauche, mais sans être engagées pour autant dans une organisation politique», semble bien correspondre à la réalité du mouvement.

CE QUE TRADUIT LA VOLONTÉ D'AUTONOMIE

Cette volonté d'«autonomie», traduit avant tout le rejet de la politique des partis de gauche comme de droite. La position vis-à-vis des partis de gauche c'est le rejet de leurs projets visant à un aménagement du système capitaliste, projets qui les ont conduits à laisser pour compte la défense des couches sociales les plus exploitées et les plus opprimées : O.S., jeunes, immigrés, femmes...

Le mouvement des femmes est né, avons-nous souligné, dans une période marquée par le début et le développement d'une contestation de masse du «modèle de consommation». Or, les partis de gauche s'étaient fort bien accommodés de ce modèle de collaboration de classes auquel ils apportaient leur caution. Le rôle attribué à la femme était un domaine particulier où cette caution se manifestait.

L'image d'une vie où les préoccupations dominantes seraient l'accession à la voiture, avec la 4 CV, dès les années 50, l'acquisition de l'appartement avec à l'intérieur la femme-objet, fée du logis, soucieuse aussi de mode, soucieuse de plaire, sera de fait reprise à leur compte par les partis politiques de gauche. L'étalage de la dégénérescence de la société capitaliste avec l'utilisation publicitaire des attributs sexuels de la femme, l'utilisation en grand de la mode qui encourage la rivalité entre les femmes qui travaillent en les poussant à consacrer une part importante de leur salaire à l'achat de vêtements et de produits «dernier cri», la réduction de la «libération de la femme» au perfectionnement des appareils ménagers, détermineront une image des femmes que ne renieront pas les partis de gauche. Mais, le rejet croissant par les masses du mythe de la «société de consommation», qui sous-tendait entre autres cette image de la femme, le développement de la crise économique qui sape toute illusion sur la possibilité pour les travailleurs de profiter des fruits de la «société d'abondance», placent le PCF et la gauche en porte-à-faux.

L'ABSENCE D'UNE ALTERNATIVE RÉVOLUTIONNAIRE

Le mouvement des femmes a donc surgi, nous l'avons dit, dans une période où la

gauche condamnait la contestation étudiante dans ce qu'elle avait de plus radical et enfermait le mouvement gréviste de mai 68 dans le jeu électoral bourgeois. Pour une part, le mouvement autonome des femmes est né ainsi de l'absence d'alternative révolutionnaire, à l'heure où la crise commençait à contraindre la bourgeoisie de renoncer à la diffusion du mythe de la «société de consommation».

La présence importante aujourd'hui, dans le mouvement des femmes, d'anciennes militantes d'organisations trotskystes, du PSU, de «La Cause du Peuple», tend à le confirmer. Et le parallèle fait par des femmes du mouvement, avec le mouvement écologique, où se retrouvent nombre de militants «déçus» de 68, n'est-il pas significatif à cet égard ?

Le rejet croissant par les masses de la politique traditionnelle réduite de plus en plus par l'ensemble des formations politiques aux joutes électorales, le refus à partir de l'expérience du révisionnisme, du «croire sur parole», le refus de la nature sectaire du rapport aux masses des organisations politiques, ces positions se reflètent jusqu'à un certain point dans les exigences du mouvement des femmes.

ÊTRE DES SUJETS ACTIFS DE L'HISTOIRE

La revendication de «la prise de parole» mise en avant par le mouvement des femmes, les groupes d'entreprises du mouvement en ont souligné toute l'importance à la suite de grèves où les femmes, participantes actives, n'avaient été que les exécutantes de consignes des directions syndicales alors qu'elles avaient de nombreuses propositions pour la conduite même de la lutte. Cette revendication de la «prise de parole» fait partie intégrante de la volonté grandissante des masses de ne pas être simplement «informées» des décisions, mais d'être des sujets actifs de l'histoire, qui participent directement à l'élaboration des décisions, aujourd'hui dans les luttes contre la domination capitaliste, demain dans la construction d'une nouvelle société. Les exigences du mouvement des femmes dans ce domaine sont une contestation des pratiques des organisations révisionnistes et réformistes au sein des masses, et expliquent pour une part les réactions violentes du PCF.

La prise de position suivante du groupe du Crédit Lyonnais, dans un de ses bulletins, adressé aux employés de l'entreprise, exprime à travers la revendication de la prise en considération de l'oppression spécifique des femmes, cette volonté d'une «nouvelle politique» :

«Les organisations politiques, même de gauche ou d'extrême-gauche, n'ont pas réellement pris en considération les problèmes qui se posent aux femmes. Ils continuent à nier la lutte spécifique des femmes, qui serait un facteur de division. (...)

En dépit de toutes ces difficultés et lacunes, l'insertion des femmes dans la vie politique est indispensable.

Nous devons constituer une force autonome pour imposer notre lutte. Nous devons rejoindre le mouvement des femmes qui, seul, a permis la reconnaissance de nos droits : contraception, avortement, divorce ; qui, seul, dénonce le scandale des femmes battues, des femmes violées, de l'utilisation



marchande de notre corps.

Mais nous devons aussi entrer EN MASSE dans les syndicats et partis de gauche et d'extrême-gauche pour y défendre notre point de vue, pour les amener à lutter contre la société patriarcale, pour y apporter un discours neuf, une nouvelle façon de considérer les choses. Assez de discours inutiles, de parlottes, de grandes envolées, assez de théâtre, assez de querelles de clocher.

C'est à partir du concret, du vécu, que la politique doit s'élaborer.»

LES SIRENES DU PROGRAMME COMMUN

Le scepticisme, vis-à-vis d'une possible évolution des partis de gauche, qui irait dans le sens d'une prise en compte des questions qu'il pose, est grand dans le mouvement des femmes. Mais, se définir seulement comme groupe de pression vis-à-vis des partis et des syndicats, comme on le fait souvent dans le mouvement, n'est-ce pas renoncer à contribuer à la définition de l'alternative révolutionnaire. Dans ces conditions les sirènes du «programme commun» et de son éventuelle «réactualisation», risquent-elles alors d'être entendues ? Les partis de gauche, à défaut d'ignorer — ce qu'ils ne peuvent plus faire — le mouvement des femmes, espèrent le «récupérer», ils espèrent profiter de l'hétérogénéité du mouvement, de la diversité de ses composantes, pour l'utiliser à leurs fins, l'inclure dans la compétition qu'ils se livrent pour accroître leur électoral respectif. Tandis qu'à Nanterre, les responsables confédéraux de la CGT se voulaient «à l'écoute de la base», le rapport Moynet (dirigeant des cadres CGT de l'UGICT) sur la situation des femmes, étant jugé comme «avancé» par les déléguées, en comparaison des positions traditionnelles du syndicat, au Parlement, c'est le PCF qui présentait sa loi-cadre sur les femmes et la famille.

LE PS AUSSI

Mais le PS n'est pas en reste, il bénéficie d'ailleurs d'une position de départ un peu plus favorable car il a su agir plus soupagement que le PCF, ces dernières années, vis-à-vis du mouvement des femmes, par exemple, en soutenant la lutte sur l'avortement par le biais de la participation à la constitution du MLAC, de l'association «Choisir» et des interventions publiques de Gisèle Halimi. A Marseille, Defferre a tenté récemment (sans succès) de patronner une fête organisée par les groupes-femmes, dans un quartier où l'électorat est en majorité PCF. Autre exemple de l'activité PS : un groupe de femmes de ce parti vient de créer le MIFAS (Mouvement pour l'intégration des femmes à l'action socialiste) : en proposant «la mise à jour du programme commun» sur les femmes, il participe de l'offensive de «récupération» ; toutefois, en affirmant la «nécessité» pour les femmes de «mener parallèlement dans les mouvements féminins autonomes une réflexion sur leurs propres problèmes et sur les moyens de les faire prendre en compte par les partis et les syndicats», le groupe en question peut être

aussi une épine dans le pied des dirigeants socialistes.

LE GHETTO QUE SOUHAITE LA BOURGEOISIE

Le mouvement des femmes trouve aujourd'hui une de ses limites dans sa composition sociale. Le fait que le mouvement jusqu'à une date récente, ait peu posé les problèmes de la surexploitation capitaliste, alors que les ouvrières y sont durement confrontées, a sans doute joué dans la coupure relative avec celles-ci. Sans compter l'influence traditionnelle du parti révisionniste dans la classe ouvrière, qui allait dans le sens d'une non-prise en considération des problèmes relatifs à l'oppression spécifique des femmes.

Lier la question de l'oppression à celle de l'exploitation capitaliste est assurément une condition pour que le mouvement des femmes ne se laisse pas enfermer dans le ghetto que souhaite la bourgeoisie. Se servir du rejet très positif de la politique des partis bourgeois par le mouvement des femmes, pour tenter d'encourager celui-ci au refus de toute réflexion politique, isoler les femmes dans la prise en compte de leurs problèmes spécifiques, isoler la question de leur oppression des problèmes de l'exploitation, c'est le souhait de la classe dominante.

Ce danger, toujours présent au sein du mouvement des femmes, est contrecarré par le cours actuel du développement du mouvement où s'exprime une position de plus en plus nette en faveur du socialisme. Parce que cette position s'accompagne de la prise de conscience que le socialisme est possible seulement si les femmes prennent en charge, au même titre que les hommes, la lutte sur l'ensemble des problèmes de la société, et si le caractère de classe de l'oppression des femmes est clairement indiqué.

Vis-à-vis de cette oppression que les femmes mettent à jour dans ses divers aspects et contre laquelle elles sont les premières à se révolter, doit se réaliser l'unité des hommes et des femmes du peuple. La nécessité de cette unité ne doit pas être obscurcie du fait que les rapports homme-femme au sein du peuple dans la société capitaliste, portent l'empreinte de l'idéologie dominante et que, comme l'indiquait Engels, «la femme est le prolétaire de l'homme».

Entre des hommes et des femmes victimes de la même exploitation, de la même domination capitaliste, la contradiction est une contradiction au sein du peuple, et sa résolution est subordonnée à la résolution de la contradiction principale dans la société, c'est-à-dire à l'abolition du capitalisme.

Mais cette abolition suppose elle-même que soit prise en charge dès maintenant par les hommes et les femmes du peuple, la lutte contre l'oppression des femmes, dont le mouvement des femmes a souligné toute l'importance.

FIN

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

54^e épisode

Arezki travaillait plus loin. Selon son habitude, il prenait de l'avance. Lorsque nous nous trouvâmes ensemble, je lui demandai, comme à Mustapha :

— C'est à vous?

— Non, c'est à vous.

Mustapha qui arrivait me dit :

— C'est pour les cachets d'hier.

— Pour les cachets? Alors, gardez-le.

— Pour l'amitié, dit Arezki en me regardant.

Je partageai le croissant en trois et leur tendis un morceau à chacun.

— Pas moi, dit Arezki. Je ne mange pas le matin.

— Moi oui, dit Mustapha.

Son œil vorace nous fit rire. Gilles passa la tête par la lunette arrière à ce moment précis. Il me regarda, étonné. Saisie, je ramassai ma plaque et me levai précipitamment. Mais il était déjà reparti. Arezki avait vu ma gêne. Il se remit au travail.

Mustapha quelques minutes plus tard m'interpella.

— Eh, mademoiselle Lise, vous avez encore un cachet? Lui aussi il a mal à la tête.

Lui, c'était le Magyar. Ils ne parlaient pas la même langue, mais ils faisaient des gestes compréhensibles pour eux seuls.

Le jour suivant, je retrouvai dans mon carton un autre croissant. Mustapha, qui m'avait épiée, m'encouragea.

— Mangez-le.

— C'est toujours...?

— Oui, dit-il.

En sortant d'une voiture, je croisai Arezki.

— Monsieur..., commençai-je.

Mais il hocha la tête en souriant et ne s'arrêta pas.

Je le retrouvai un peu plus tard ; il discutait avec Mustapha. Ils parlaient en arabe, et j'eus l'impression qu'ils parlaient de moi.

Dans la soirée, alors que je vérifiais les phares d'une voiture, je croisai, en me redressant, le regard d'Arezki accroupi à l'intérieur. Gênés tous deux, nous nous évitâmes, mais le rythme de la chaîne nous rapprocha souvent.

Il m'arrivait, le soir, de faire surgir pour moi seule son visage, et j'y trouvais tant de plaisir que je l'évoquais souvent.

Nous ne nous parlions pas franchement. Mustapha nous servait de prétexte. Nous ne disions jamais vous ou je, mais il, et nous ne parlions que de lui. Notre timidité s'arrangeait de ce procédé. Mustapha faisait, disait tant de folies qu'il y avait toujours matière à conversation. Et puis, que se dire dans le bruit qui obligeait à crier, dans ces perpétuelles montées et descentes d'une voiture à l'autre?

Chaque matin, je trouvais dans mon carton quelque friandise. Je l'acceptais, songeant au plaisir qu'avait Arezki à l'acheter et à la déposer.

Je partageais avec Mustapha qui attendait avec impatience ce moment.

Daubat vint un matin et accusa Mustapha de déchirer ses pavillons en clouant mal les srapons. Mustapha protesta, cria, puis saisit Daubat par le col de sa veste. Alors Arezki sauta d'une voiture, tira Mustapha en arrière et lui fit lâcher prise.

la suivre

Programme télé

SAMEDI 9 JUILLET

DIMANCHE 10 JUILLET

TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités
13 h 50 - La France défigurée
14 h 05 - Restez donc avec nous
18 h 40 - Auto-moto 1
19 h 10 - Laurel et Hardy
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Show machine
21 h 30 - Sergent Anderson
22 h 25 - A bout portant : Julien Clerc
23 h 25 - TF 1 actualités
23 h 40 - Fin des émissions

A 2

13 h 00 - Le journal
13 h 15 - Samedi et demi
13 h 30 - Hebdo-chanson - hebdo musiques
14 h 10 - Les jeux du stade
17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 05 - La télévision des téléspectateurs en super 8
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les détours de France
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Plâtée. Comédie-ballet
22 h 45 - Questions sans visage
23 h 45 - Les nouvelles
23 h 55 - Fin des émissions

FR 3

18 h 15 - La télévision régionale
18 h 45 - Les cabanes
18 h 50 - Le petit théâtre
19 h 05 - Entracte
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Cavalcade
20 h 30 - L'ombre blanche
21 h 25 - Giselle
22 h 45 - FR 3 actualités
23 h 00 - Fin des émissions

TF 1

13 h 00 - TF 1 Actualités
13 h 35 - L'homme qui n'en savait rien
14 h 05 - Guerre et paix, d'après Léon Tolstoï
15 h 10 - Direct à la une
17 h 10 - Pierrot la chanson
17 h 55 - Les Misérables, film français de Raymond Bernard (1933)
19 h 15 - Les animaux du monde : le marineland de San Diego
19 h 45 - TF 1 Actualités
20 h 30 - Le secret du rapport Quiller, film anglais
22 h 10 - L'or bleu
23 h 05 - TF 1 Actualités

A 2

12 h 00 - Bon dimanche
13 h 00 - Journal
13 h 25 - La lorgnette
14 h 15 - Pom, pom, pom, pom
15 h 45 - Tom et Jerry
15 h 50 - Hawaï police d'État, série policière
16 h 40 - Trois petits tours
17 h 25 - The Muppet Show
18 h 10 - Contre ut
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and Music
21 h 40 - La dynastie des Forsyte, feuilleton
22 h 30 - La vie ensemble : Gare de Lyon, gare du rêve
23 h 25 - Journal

FR 3

11 h 30 - Spécial mosaïque
16 h 40 - FR 3 Actualités
16 h 45 - Quelques Afriques : La République Populaire du Congo
17 h 50 - Espace musical
18 h 45 - Spécial Dom-Tom
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - FR 3 Actualités
20 h 05 - Cheval, mon ami
20 h 30 - L'homme en question
21 h 30 - Aspects du court métrage
22 h 20 - FR 3 Actualités

VILLEFRANCHE/SAÔNE

FÊTE POPULAIRE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

SAMEDI 9 JUILLET 1977... A PARTIR DE 14 h 00

Terrain de sports : rue Justin Godard BELIGNY

LE CADRE DE VIE DES TRAVAILLEURS :

- Débat sur le nucléaire avec :
 - le comité Malville de Grenoble
 - Groupe écologique du Beaujolais
 - Film «Condamnés à réussir» sur la centrale de la Hague
- La vie de Beligny avec des travailleurs du quartier :
 - expo-photos
 - Stand de la MJC de Belleruche
- PUK pollueur : montage diapos

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS :

- Avec une délégation des travailleurs de Lip
- «Vivre et travailler au pays».
- La lutte des femmes pour leur émancipation avec :
 - Débat-expo réalisée par le SGEN CFDT
- Stand des ouvriers de Cizain
- UNITÉ OUVRIERS - PAYSANS :
Vente directe de produits de la Brasse, Savoie, Drôme...
avec la participation des Paysans-Travailleurs.

EN CHINE, les ouvriers et les paysans ont le pouvoir.

—Xavier LUCCIONI qui y a séjourné 30 mois et vécu les récents événements et présente ses films. Débat

- Albanie : le socialisme en construction
- Afrique : Images du peuple Sahraoui.
- Amérique du sud : expo-diapo
- La résistance au Chili (MIR/MAPU), musique chilienne avec... LAS CHINCHAS

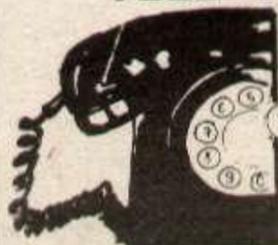
QUEL SOCIALISME NOUS VOULONS !

Présentation du MANIFESTE pour le SOCIALISME DÉBAT AVEC LA PARTICIPATION DU CANDIDAT DU PCrmi AUX LÉGISLATIVES A VILLEFRANCHE

Jean Kergrist «Le clown atomique»

- Manuel Reina, chansons populaires
- Musiques des travailleurs arabes / turcs
- Buffet, buvette, jeux
- Animation enfants - crèche
- Stands
- Stands expositions...
- 21 h 00 : BAL avec Johnny Mitchell et son orchestre

TÉLÉPHONEZ



AU
QUOTIDIEN

636.73.76.

DE 13 H A 18 H 30

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Plus la crise s'aggrave, plus la classe ouvrière a besoin de son Quotidien. Souscrivez pour les 10 millions.

MALVILLE 77



Un pylône météo et surtout un grillage de fil de fer et un réseau électrifié. Tous les trente mètres, un puissant éclairage pour la nuit et, un peu plus espacés, des guérites où des gardiens veillent jour et nuit. Actuellement c'est cela, le site du futur surgénérateur Superphénix dans la commune de Creys, sur la rive gauche du Rhône. Dans un mois aura lieu le plus important rassemblement d'opposants à la centrale. Déjà l'atmosphère est lourde : CRS et gendarmes stationnent la nuit dans les petits chemins. Dans les cafés, des gens qui se disent bien informés (des gendarmes par exemple) affirment qu'il y aura des morts. Sur tout le périmètre avoisinant le site, des membres des comités Malville (plus d'une trentaine de comités) sont surveillés, plus ou moins discrètement. A Lhuis ou à Mépieu, on est loin des luttes intestines des groupes écologistes parisiens. On s'est convaincu d'une chose, à force de traquer l'information : la centrale de Malville est dangereuse, très dangereuse et on se pose des questions, simples en apparence : que va-t-il se passer le 31 juillet ? Le gouvernement (l'actuel ou le prochain) cédera-t-il ?

L'OCCUPATION POLICIÈRE COMMENCE LA POPULATION PRÉPARE LE RASSEMBLEMENT

Reportage d'Éric BREHAT

Interview de Georges David, un des animateurs du comité local

► QdP : Qui trouve-t-on dans les comités Malville locaux ?

—G.D. : Actuellement, il y a une trentaine de comités locaux dans un rayon de 30 km autour de Malville. Toutes les couches de la population y sont présentes : des agriculteurs, mais aussi des ouvriers, des enseignants, des mères de familles. La participation importante des femmes est d'ailleurs une caractéristique des comités locaux.

La répression a fait réagir les gens. Ils étaient conscients des dangers du réacteur mais n'avaient pas encore osé réagir. Elle a donné aussi un nouveau visage à la centrale, celui de l'occupation policière, des contrôles de flics, etc.

Le samedi 10 juillet 76 à Bouvesse, la situation s'est renversée : 6 000 manifestants, moins que le 3, mais plus de la moitié étaient du pays.

► QdP : Y avait-il des ouvriers des cimenteries Vicat de Bouvesse ?

—G.D. : Oui, ils y ont été à fond. Leur syndicat CGT les a par la suite «rappelés à l'ordre» mais dans la phase chaude des militants CGT se sont engagés et certains continuent de travailler avec nous.

► QdP : Le débat violence-non violence, qui a pris beaucoup d'importance, est-il le débat de fond ?

—G.D. : Le débat sur le type de société que nous voulons est certainement

plus intéressant. Mais il y a la réalité : la coordination de Genève des comités Malville avait posé le problème des journées du 30 et du 31 en termes durs. D'autres réunions l'ont posé en termes «doux». Ce débat qu'on le veuille ou non, s'est imposé, alors qu'il aurait fallu aller au-delà, essayer de voir de plus près les problèmes de société posés, les implications de la centrale, etc.

► QdP : Quelle est l'attitude du PCF ?

—G.D. : La section locale du PCF de Lhuis, il y a deux ans, nous traitait d'irresponsables, d'anti-progrès, etc. Maintenant ils viennent de sortir une motion, opposée à Superphénix. On sent donc une certaine progression. A Serrières de Briord, plusieurs militants du PCF faisaient partie du comité. Un mois après leur section les rappelle à l'ordre. Mais actuellement, certains rattachent avec nous.

► QdP : N'y a-t-il pas aussi dans cette attitude une tentative des partis de gauche de neutraliser le mouvement d'opposition au programme nucléaire ?

—G.D. : Tout à fait. J'étais à la manifestation du 29 juin, à Grenoble, et j'ai interprété la coupure entre comités Malville et extrême gauche d'une part, et CFDT et PS d'autre part comme un aspect d'une tentative de

récupération, et surtout de domination d'un mouvement qui échappe à l'union de la gauche.

► QdP : Comment le gouvernement prépare-t-il la fin juillet ?

—G.D. : Ici, le déploiement de forces est impressionnant. Plusieurs cars de gardes mobiles en tenue de combat sont venus à Lhuis, repérer les lieux et s'entraîner... Les gendarmes se comportent différemment selon qu'ils ont affaire aux militants ou au reste de la population. Ils tentent l'intimidation contre les militants. Par exemple, je suis surveillé en permanence.

Dans la population, ils lancent des bruits. Sur Montalieu, les gendarmes disent dans les cafés qu'il y aura des morts à la manifestation. Le but est évident : séparer les gens ouvertement opposés à Superphénix des autres, pour, le moment venu, réprimer sans problème.

► QdP : La préparation dans les 10 jours qui précéderont le 30 va donc prendre une grande importance vis-à-vis de la population ?

—G.D. : Ça va poser de sérieux problèmes aux forces de l'ordre d'avoir à faire face pendant la préparation, à des militants dispersés dans la population. C'est la grande originalité de la manifestation. Si on arrive à préparer la population à vivre les journées du 30 et du 31, ça peut se passer très bien. D'autant plus que la majorité de ceux qui feront cette préparation, ont travaillé sur place et connaissent le pays.

TROP TARD ?

Paradoxalement, c'est à Creys que l'opposition à la centrale est la moins vive. «Ils ont été véritablement chloroformés par l'EDF, depuis le début», explique un paysan d'une commune proche. «Le directeur des travaux passe dans les maisons tous les jours et l'EDF a fini par faire admettre la centrale comme une fatalité inéluctable. Sans compter le pont d'or proposé à la municipalité». Effectivement à Creys on dit volontiers que «c'est trop tard». «Quand EDF nous a dit que si on ne vendait pas, ce serait l'expropriation, personne n'est venu nous dire ce qu'il fallait faire. Beaucoup de terrains appartenaient à la commune et le maire ne s'est pas fait prier pour les vendre». La manifestation ? Elle suscite à la fois espoir et crainte. Espoir que le grand nombre de manifestants influera sur le gouvernement. Crainte que «ça se passe mal».

Par contre dans les communes autour de Creys, la situation est différente, depuis le rassemblement du 3 juillet 1976, «dans le pays, nous avons été impressionnés par le nombre de manifestants. Pour que tant de gens viennent de toute la France c'est que ça devait être important. Ce ne sont pas eux qui ont cherché les incidents. D'ailleurs, le premier jour, tout s'est bien passé. Et puis il y a eu les

matraquages, les grenades lancées dans les champs qui y mettaient le feu. Les gens du pays étaient prêts à aller prendre les fusils pour tirer sur les CRS». C'est Madame François, femme d'agriculteur à Mépieu, qui parle. Elle est devenue, avec son mari et sa belle-mère, une des plus farouches opposantes à la centrale.

IL A FALLU SAVOIR

Au début, personne n'était au courant du projet exact. EDF ne donnait aucune explication. Puis très vite EDF a racheté les terrains. «On ne peut pas nous accuser d'avoir vendu. Bien sûr maintenant on ne le ferait pas. Mais à l'époque, on ne savait pas...»

Quant le mot surgénérateur a commencé à circuler, il a fallu chercher ce que ça voulait dire

dans les revues de vulgarisation. Des contacts ont été pris avec des scientifiques. Maintenant les neutrons rapides, prompts et différés n'ont plus de secrets pour les François. «Que des paysans puissent mettre en difficulté les propagandistes EDF sur le plan technique lui-même était inimaginable il y a quelques années ! A cette époque on se disait : «Ce sont les ingénieurs qui font ça, ils connaissent leur métier, on peut leur faire confiance». Eh bien non, on ne peut pas leur faire confiance : je me souviens d'un débat organisé à Lyon par la télévision. J'y étais et j'ai demandé aux gens de l'EDF : «Répondez moi par oui ou par non, y a-t-il un risque ?» Celui qui a répondu a parlé pendant dix minutes mais il n'a pas répondu à ma question. C'est pourtant bien ce qui nous intéressait».

MUNICIPALES ET CENTRALE

Le cas des François n'est pas isolé. Dans cette région où l'on votait à droite, où il existe peu de traditions de lutte, où les paysans, du fait de la polyculture et de l'élevage ont été moins touchés par la crise agricole que dans d'autres régions, les municipales ont été révélatrices : aux Granges de Montanieu, tout le conseil municipal est anti-nucléaire. Sur Lhuis, la première femme à rentrer au conseil s'oppose à la centrale et au programme nucléaire. A Arandon, Vezeronce, Colomieu, les nouveaux maires sont tous des opposants. Une association regroupant une centaine d'élus locaux s'est d'ailleurs créée et a même manifesté, le 18 juin. Il y a un an, seules quatre municipalités avaient pris position par une simple motion. Et le maire de Morestel, fraîchement élu conseiller général a échoué dans sa tentative de former une coalition d'élus favorables à la centrale.